

LA FIN DES ARMES NUCLÉAIRES OU LA NÔTRE ?



ARIELLE DENIS *

Une explosion nucléaire est tout aussi probable aujourd'hui qu'elle l'était il y a 50 ans et son impact sera beaucoup plus destructeur. En effet, chacune des 14 000 armes nucléaires actuelles est bien plus puissante que celles utilisées au Japon en 1945 et 1 800 de ces bombes sont en état d'alerte permanente. Les effets de la détonation d'une seule bombe s'étendraient à travers le temps et l'espace et tueraient indistinctement des millions de personnes. Aussi radicalement destructeurs, mais plus rapide que le changement climatique, une guerre ou un accident nucléaire sont en préparation et la probabilité que cela adienne augmente chaque jour.

Cela ne cesse de m'étonner que, face à cette apocalypse annoncée, si peu d'indignation et d'imagination ne se dressent. Pour reprendre les mots du philosophe Gunther Anders, celui pour qui « les armes atomiques sont la menace de fin du monde, dont elles définissent désormais l'état, en même temps qu'elles circonscrivent l'horizon de toute politique », estime que « nous ne sommes pas, en tant qu'êtres doués d'"imagination", à la hauteur de ce que nous produisons et "entreprenons". » Pour affronter la menace de changement climatique, comme la guerre nucléaire, on ne peut à ce jour que lui donner raison.

* SENIOR CAMPAIGNER – ICAN (INTERNATIONAL CAMPAIGN TO ABOLISH NUCLEAR WEAPONS).

L'extrême confiscation des décisions liées à la bombe atomique dans les 9 pays qui la possèdent, l'absence quasi totale d'information et de débat public – 30 % des Français ignorent que leur pays possède l'arme nucléaire – ainsi que la difficulté d'affronter collectivement un problème aussi complexe ont construit la possibilité pour quelques gouvernements de prendre en otage la civilisation des humains et l'ensemble du vivant. Mais en juillet 2017, 122 pays ont négocié un traité pour interdire les armes nucléaires. Évidemment, ce traité n'engage que les pays signataires, mais il est l'acte le plus courageux, le plus significatif qui se soit dressé sur cette route vers l'enfer. Salué comme tel, le comité Nobel a décidé d'attribuer le prix Nobel de la paix 2017 à la Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire - ICAN pour sa « contribution irremplaçable » à l'obtention d'un tel traité.

28

À l'heure où les États-Unis de M. Trump piétinent tous les accords nucléaires et où les experts nous mettent en garde contre la nouvelle course aux armements qui s'amorce, il faudra bien que nous nous emparions de cette question avec courage pour retrouver dignité en nous réappropriant notre avenir commun. Dans ce dossier, nous allons faire un panoramique de l'état des lieux, puis tenter de baliser la piste qui nous emmène vers l'élimination de cette menace ontologique. Mais d'abord, il faut bien savoir de quoi l'on parle, c'est pourquoi nous commencerons par l'indispensable tableau sur les effets de la bombe.

La chair et la peau pendaient à leurs os

« J'avais à peine 13 ans lorsque les États-Unis ont largué la première bombe atomique sur ma ville, Hiroshima. Je me souviens encore très bien de ce matin. À 8 h 15, j'ai vu un éclair blanc bleuté aveuglant par la fenêtre de ma classe. Je me souviens d'avoir eu la sensation de flotter dans les airs. En reprenant conscience dans le silence et les ténèbres, je me suis retrouvée prise au piège dans les ruines du bâtiment qui s'était effondré sur moi. J'ai commencé à entendre les cris faibles de mes camarades de classe : "Al'aide ! Au secours !..." Puis, tout à coup, j'ai senti des mains toucher mon épaule gauche et j'ai entendu un homme dire : "N'abandonne pas ! Continue à pousser ! J'essaie de te libérer. Tu vois la lumière à travers cette ouverture ? Rampe aussi vite que tu peux." Alors que je m'extrayais de ce piège, les ruines autour de moi étaient en

flammes. La plupart de mes camarades de classe ont été brûlés vifs. J'ai vu partout une dévastation totale et inimaginable. Des processions d'êtres fantomatiques erraient. Partout des blessés saignaient, brûlaient, noircissaient et gonflaient. Des parties entières de leurs corps avaient disparu. La chair et la peau pendaient à leurs os. Certains tenaient leur globe oculaire dans leurs mains. D'autres avaient le ventre éclaté et leurs intestins pendaient. L'odeur nauséabonde de chair humaine brûlée emplissait l'air. Ainsi, avec une seule bombe, ma ville bien-aimée a été détruite. La plupart de ses habitants étaient des civils qui ont été incinérés, vaporisés, carbonisés – parmi eux, des membres de ma propre famille et 351 de mes camarades de classe. »

C'est par ces mots que Mme Setsuko Thurlow a reçu des mains du comité Nobel, le prix Nobel de la paix en décembre 2017 au nom de la Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire – ICAN. Les témoignages terribles des survivants de la bombe et des victimes des essais nucléaires, ainsi que les nombreuses études menées depuis le début de l'« Initiative humanitaire pour les armes nucléaires » en 2011, ont largement contribué à changer le débat international sur cette arme trop invisible.

29

L'approche humanitaire

Depuis des dizaines d'années, à cause de l'architecture du droit international, dessinée par les grandes puissances, avec comme « pierre angulaire » le Traité de non-prolifération (TNP), le débat sur les armes nucléaires a été réduit aux négociations entre possesseurs de la bombe et soumis à leur bon vouloir. Réduite à l'impuissance, l'ensemble de la « communauté internationale » et en particulier les nouvelles générations de diplomates avaient en quelque sorte baissé les bras.

L'approche humanitaire prônée par ICAN et ses alliés, notamment la Croix-Rouge internationale, les associations de victimes, d'environnement, religieuses, etc. a permis de remettre au centre du débat l'arme elle-même et ses effets inacceptables, au-delà des considérations géostratégiques qui dominaient jusqu'alors les discussions internationales. En effet, outre leurs impacts politiques et économiques, les armes nucléaires posent un ensemble de questions sociales et sociétales qui nous concernent tous, affectant gravement les droits humains et le droit international humanitaire, l'environnement, l'égalité des genres, des personnes et des peuples.

Si une guerre nucléaire impliquant moins de 1 % des bombes se déclençait en quelque point de la planète, *l'ensemble des humains en serait gravement affecté*. C'est cette « approche humanitaire », appelée désormais dans sa forme diplomatique « initiative humanitaire sur les armes nucléaires », qui a amené la mobilisation et la dynamique nécessaire pour négocier le Traité d'interdiction des armes nucléaires – TIAN. Mais jusqu'à l'élimination de ces armes, il faut encore partager ces témoignages et réveiller les consciences.

« Aujourd'hui, la plupart des gens sont conscients que le changement climatique est une menace qui doit être traitée de toute urgence, mais bien peu savent qu'un échange d'armes nucléaires serait la fin de la civilisation humaine telle que nous la connaissons, et éventuellement de toute vie sur terre », a dit Noam Chomsky.

Le fait que nous n'ayons pas eu une telle guerre depuis plus de 70 ans nous a bercés dans l'illusion qu'une guerre nucléaire ne peut pas se produire. C'est d'ailleurs ce que l'on nous explique de façon contradictoire : la bombe atomique « serait un engin de "non-emploi" », dont la seule existence suffirait "à prévenir les conflits". Faux, répondent d'autres, comme le diplomate Nicolas Roche : « L'arme nucléaire est employée chaque jour : elle l'est par exemple par les forces aériennes stratégiques, qui se tiennent en alerte » et par les sous-marins constamment en patrouille. Elle l'est dans l'ordre inégalitaire du monde, donnant aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU et à quelques autres l'atroce privilège de posséder « l'arme absolue ». Elle l'est encore, agitée comme un épouvantail, pour désigner un ennemi : l'Irak, la Corée du Nord, l'Iran, les tensions avec la Russie et la Chine, etc.

Mais imaginer que le monde peut continuer à s'accrocher aux armes nucléaires indéfiniment sans jamais les utiliser est aussi dangereux que de croire que nous pouvons continuer à brûler des combustibles fossiles indéfiniment sans causer de catastrophe climatique.

Ce n'est pas seulement la possibilité de guerre nucléaire qui pose une menace existentielle sur la civilisation humaine. Une seule détonation dans une grande ville, par accident ou à dessein, tuerait des millions de personnes. Les victimes immédiates submergeraient la capacité de réponse de l'ensemble des moyens de secours, comme l'explique le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) – le nombre de lits de grands brûlés est inférieur

à une centaine en France. Les femmes, les jeunes filles et les fœtus seraient les plus touchés par le rayonnement ionisant. La nourriture et l'eau deviendraient toxiques pour des générations.

Un risque insoutenable

Il semble impossible qu'une stratégie militaire prônée par des responsables politiques puisse sciemment assumer de telles horreurs. Or, ces armes sont fabriquées par des êtres humains et gérées par des êtres humains. Elles tombent en panne, certaines pièces sont défectueuses, elles dysfonctionnent, elles se perdent. Et les gens qui les réparent font des erreurs, s'endorment au travail, prennent de l'alcool ou des drogues. On sait peu de chose sur ce qui se passe réellement dans les silos où sont stockées les bombes en France, le secret défense est absolu. Mais quelques bribes nous parviennent grâce aux documents déclassifiés portant sur certains des accidents qui se sont produits aux États-Unis.

Leur nombre se chiffre par dizaines. Dans la dernière décennie, en 2007, 6 armes nucléaires US sont portées « disparues » pendant un jour et demi parce qu'elles ont été embarquées sur le mauvais avion et envoyées dans la mauvaise base aérienne, dans le mauvais État. En 2013, 17 officiers autorisés à accéder au tir nucléaire ont été démis de leurs fonctions en raison de la violation d'une « règle majeure de sécurité ». Et en 2016, 14 aviateurs responsables du Transport de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) ont été sanctionnés pour infractions à la législation sur les drogues.

Si une nonne de 82 ans peut s'introduire dans le « Fort Knox de l'uranium » à Oak Ridge-Tennessee, comme l'a fait *sister* Megan Rice le 28 juillet 2012, et s'installer sur le bunker où est stocké l'uranium enrichi, y déployer des banderoles et inscrire des slogans antinucléaires sur les murs, on peut imaginer ce que des terroristes pourraient faire...

Aujourd'hui, on estime que 50 armes nucléaires se trouvent actuellement au fond des mers. Elles ont coulé avec des sous-marins, se sont détachées de navires ou sont tombées depuis les soutes des avions.

Depuis 1950, il y a eu 32 accidents nucléaires majeurs connus impliquant une arme nucléaire et entraînant le lancement, le tir, la détonation, le vol ou la perte accidentelle de l'arme.

Les exemples sont malheureusement très nombreux, pourtant ce que nous savons n'est rien à côté de ce qu'on nous cache. Le plus

connu est celui impliquant le commandant Petrov, le 26 septembre 1983. Un satellite d'alerte précoce soviétique signalait un premier, puis deux, puis finalement cinq lancements de missiles nucléaires provenant des États-Unis. La tension était forte entre les deux pays – l'Union soviétique avait abattu par erreur un avion de passagers sud-coréen quelques semaines auparavant – et l'officier en service, le lieutenant-colonel Stanislav Petrov, avait quelques minutes pour réagir à l'attaque.

Avec peu d'informations supplémentaires, Petrov a qualifié les lectures de fausse alerte, affirmant que « lorsque les gens commencent une guerre, ils ne la déclenchent pas avec seulement cinq missiles ». Des enquêtes ultérieures ont révélé que les satellites confondaient la lumière du soleil avec les reflets du sommet des nuages lors du lancement de missiles. Comme ce cas fut connu, on lui attribua fort justement le surnom d'« homme qui a sauvé le monde ». Mais on ne peut durablement compter sur la chance !

Les experts attirent aujourd'hui l'attention sur les risques élevés de cyberattaques qui permettraient de s'introduire dans les systèmes de commande des missiles nucléaires. L'Oxford Research Group a identifié 72 points de faiblesse dans la chaîne de commandement d'une mise à feu.

Le temps de la prise de décision est aujourd'hui réduit à dix minutes, augmentant le risque de lancement erroné en réponse à de fausses informations. Cela rend également plus probable un lancement accidentel ou non autorisé. Cette doctrine est à peu près la même dans tous les pays nucléaires et la demande de mise hors d'état d'alerte permanent les missiles nucléaires est largement soutenue au niveau international. Le risque de guerre ou d'accident n'est pas une menace lointaine et fumeuse. C'est une urgence immédiate menaçant notre pronostic vital.

Une urgence aussi pour le climat

Les armes nucléaires sont conçues pour détruire des villes entières et tuer des millions de personnes. Nous connaissons les conséquences des catastrophes impliquant des centrales nucléaires comme Tchernobyl et Fukushima et la façon dont la radioactivité peut se propager, affectant les gens à plusieurs milliers de kilomètres d'une explosion ou d'un accident nucléaire.

Les particules radioactives se retrouvent dans l'air que nous respirons, dans l'eau que nous buvons et le sol dans lequel nous

cultivons notre nourriture. Ces particules remontent le long de la chaîne alimentaire et les gens finissent par mourir – quelques mois, quelques années ou même des décennies plus tard – des cancers et autres effets de l'intoxication par les radiations.

On estime aujourd'hui que près de 2,4 millions de personnes dans le monde sont décédées ou mourront de cancers causés par les particules nucléaires dues à plus de 500 essais nucléaires qui ont eu lieu dans l'atmosphère pendant les années 1950 et 1960 – soit presque 10 fois plus que les décès causés directement par les bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945.

Les radiations ne sont pas le seul danger qui menace la planète. Les scientifiques ont calculé combien de suie serait envoyée dans la haute atmosphère si des bombes atomiques étaient lancées sur des villes modernes comme Moscou, New York, Pékin ou Londres. Ils estiment que lors d'un échange de plusieurs centaines de bombes entre les États-Unis et la Russie les gigantesques incendies qui suivraient émettraient près de 150 millions de tonnes de suie dans la haute atmosphère, occultant les rayons du soleil. Cela ferait baisser les températures jusqu'à 7 degrés pendant une période de plusieurs dizaines d'années, plongeant les principales régions productrices de nourriture dans des températures inférieures à zéro pour plusieurs étés d'affilée, en provoquant une famine généralisée¹.

Même une guerre nucléaire « limitée », impliquant un échange d'une centaine de missiles entre l'Inde et le Pakistan par exemple, pourrait entraîner une baisse des températures globales dont la conséquence sera d'affamer jusqu'à deux milliards de personnes à la suite des mauvaises récoltes. Les réserves mondiales de nourriture sont aujourd'hui seulement de quelques semaines.

Que la terre soit soudainement surchauffée à la suite de la combustion de combustibles fossiles ou soudainement refroidie à cause d'une guerre nucléaire, le risque pour la civilisation humaine et la planète est à peu près équivalent. Dans les deux cas, des milliards de personnes vont mourir de famine et les écosystèmes dont nous dépendons sont face à un risque sérieux d'effondrement.

Malheureusement, les deux catastrophes climatiques potentielles ne s'annulent pas.

¹ Famine nucléaire-IPPNW <<https://www.ippnw.org/nuclear-famine.html>>.

Un peu d’hiver nucléaire n’est pas l’antidote pour un peu trop de dioxyde de carbone dans l’atmosphère !

La fin des accords nucléaires et le retour des rivalités

En avoir ou pas ?

Il est souvent nécessaire de faire un point sur les pays qui possèdent l’arme nucléaire et ceux qu’« on » soupçonne de l’avoir. Un sondage de 2018 montre que seuls 69 % des Français savent que la France possède des armes nucléaires – donc plus de 30 % l’ignore – et seuls 2 % connaissent le nombre exact de bombes françaises. De plus, 36 % pensent que l’Iran a l’arme nucléaire, ce qui est faux, et si 65 % savent que la Corée du Nord en possède, seulement 35 % mentionnent Israël qui en possède depuis 1967.

Voici donc la dernière estimation effectuée par le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) qui reflète au plus près la réalité mondiale :

34

Forces nucléaires mondiales en janvier 2019

PAYS	Missiles déployés*	Autres missiles**	Total 2019	Total 2018
USA	1 750	4 435	6 185	6 450
Russia	1 600	4 900	6 500	6 850
UK	120	80	200	215
France	280	20	300	300
China		290	290	280
India		130 – 140	130 – 140	130 – 140
Pakistan		150 – 160	150 – 160	140 – 150
Israel		80-90	80 – 90	80
North Korea	(20–30)	(10–20)
Total	3 750	10 115	13 865	14 465

* « Missiles déployés » se réfère aux missiles en service ou stationnés sur des bases avec des forces opérationnelles.

** « Autres missiles » se réfère aux missiles stockés ou en réserve ainsi qu’aux missiles en attente de démantèlement. Source : <www.sipri.org>.

On observe une légère diminution du nombre total d’armes nucléaires en 2019, due en particulier à la Russie et aux États-Unis, – qui représentent plus de 90 % du total. Ils réduisent leurs forces nucléaires stratégiques en application du Traité nouveau start

(New Start Treaty) de 2010 visant à limiter le nombre des armes stratégiques offensives en procédant à des réductions unilatérales. Les deux pays ont annoncé en 2018 qu'ils avaient atteint la dernière limite de réduction dans les délais impartis. Le nouveau Start expire en 2021 et malheureusement, il n'y a actuellement aucune visibilité sur l'extension possible de ce traité ou d'autres négociations bilatérales.

La disponibilité d'informations fiables sur l'état des arsenaux et des capacités nucléaires des États dotés d'armes nucléaires reste cependant très faible.

La Russie ne publie pas une revue détaillée de ses forces comptabilisées dans le nouveau Start et les gouvernements indien et pakistanais fournissent peu d'informations sur le statut ou la taille de leurs arsenaux. La Corée du Nord a reconnu avoir effectué des essais d'armes nucléaires, mais ne fournit aucune information sur ses capacités en matière d'armes nucléaires. Quant à Israël, il a depuis longtemps pour politique de ne pas commenter son arsenal nucléaire.

35

Une industrie florissante en plein boom

Si cette arme n'a servi que deux fois dans un conflit, à Hiroshima et Nagasaki en août 1945, plus de 2 000 bombes ont explosé à l'occasion d'essais nucléaires, dont 520 dans l'atmosphère. Cette industrie florissante en perpétuel renouvellement est totalement subventionnée par les contribuables et protégée par le secret défense. On estime à près de 10 % des dépenses militaires annuelles mondiales, soit 1 822 milliards de dollars en 2018², celles consacrées aux armes nucléaires. Mais cela ne tient pas compte du coût des lanceurs ou vecteurs qui portent ces armes, comme les sous-marins ou les avions. Par ailleurs, les armes nucléaires servent souvent de prétexte aux pays qui n'en possèdent pas pour renforcer leurs capacités conventionnelles, elles jouent le rôle de stimulant pour toute l'industrie militaire, comme pour l'industrie nucléaire-

² Les cinq pays les plus dépensiers en 2018 ont été les États-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite, l'Inde et la France, qui représentaient ensemble 60 % des dépenses militaires mondiales. Source : <www. Sipri. org>.

La nouvelle posture stratégique des États-Unis

L'annonce par l'administration Obama – largement confirmée par la suivante – d'investir 1 000 milliards de dollars américains dans la rénovation et la modernisation de l'arsenal nucléaire états-unien pour les 30 prochaines années a aiguisé bien des appétits. « Recapitaliser », « moderniser », « remplacer » sont les termes anodins employés par le Pentagone et l'administration Trump pour décrire les plans de réorganisation de l'arsenal nucléaire américain. Le conflit entre grandes puissances étant désormais le thème central de la stratégie militaire des États-Unis, le gouvernement cherche des armes pouvant permettre l'invasion de la Russie et de la Chine. Dans le même temps, des responsables de la Maison-Blanche, dirigés par le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, cherchent à mettre fin à tous les accords de contrôle des armements restants qui pourraient entraver les efforts américains en matière d'acquisition d'armes. Bolton a déjà orchestré le retrait des États-Unis du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF), qui couvre les missiles à courte et moyenne portée, et aurait pour objectif de sabrer le dernier frein aux armes intercontinentales, le Traité nouveau Start, lors de son renouvellement en 2021.

36

Un groupe de sénateurs a récemment demandé au président de « dé-signer » le Traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT).

La Russie répond à la pression industrielle

L'orientation de la modernisation nucléaire russe montre que le programme suit en grande partie une logique interne avec la préservation de sa triade stratégique et de l'équilibre historique entre les armées, ainsi que sa traditionnelle détermination à maintenir la parité avec les États-Unis en termes de nombre de lanceurs et d'ogives déployés. Cependant, son budget de défense n'a rien à voir avec celui des États-Unis, il est similaire à celui de la France, soit moins de 10 % des dépenses militaires US (641 milliards de dollars américains). De l'avis des experts, la protection de l'industrie de défense reste la force dominante dans la détermination de l'orientation des programmes de modernisation stratégique russes. La Russie s'est déclarée disposée à poursuivre le dialogue sur le contrôle des armements avec les États-Unis et à s'abstenir d'augmenter le nombre d'armes nucléaires déployées.

Même si le dialogue sur le contrôle des armements restera probablement un important canal de communication entre la Russie et les États-Unis, il est difficile de s'attendre à ce que le dialogue résolve les problèmes en suspens s'il ne s'accompagne pas d'une amélioration significative des relations entre les États-Unis et la Russie.

Les arsenaux nucléaires des autres États dotés d'armes nucléaires sont considérablement plus petits, mais tous développent ou déploient de nouveaux systèmes d'armes ou ont annoncé leur intention de le faire. La Chine, en passe de dépasser la France à la place de 3^e puissance nucléaire mondiale en termes quantitatifs, s'en tient à sa stratégie de *no-first-use*, c'est-à-dire qu'elle n'emploiera pas en premier ces armes nucléaires, mais qu'elles seront utilisées en guise de représailles. L'Inde et le Pakistan augmentent la taille de leurs arsenaux nucléaires. Ces deux derniers pays, constamment en guerre et dotés de régimes ultranationalistes, ont développé leurs capacités de production de matière fissile, pouvant entraîner une augmentation importante de la taille de leurs stocks d'armes nucléaires.

37

La Corée du Nord donne toujours la priorité à son programme nucléaire en tant qu'élément central de sa sécurité nationale, même si elle a annoncé en 2018 l'instauration d'un moratoire sur les essais d'armes nucléaires ainsi que sur les systèmes de lancement de missiles balistiques à moyenne et longue portée.

Et la France ?

La France est la troisième puissance nucléaire au monde, avec un arsenal de 300 ogives, dont 93,33 % de cet arsenal est en état d'alerte. Cette posture pose la question de la réalité d'une force de dissuasion nucléaire qui ne s'entend, selon le langage diplomatique, « que dans le cadre d'une stratégie défensive » ! Or, sa doctrine de « première frappe d'avertissement » autorise le chef de l'État à lancer une première bombe sur quiconque menacerait les « intérêts vitaux » de la France. Donc, on tire et après on discute ?

La loi de programmation militaire votée en 2018 va plus que doubler les fonds attribués aux armes nucléaires. Elle augmente en effet son budget nucléaire de 60 %, soit 37 milliards d'euros qui seront dépensés entre 2019 et 2025. La posture de la France dans les conférences internationales concernant les initiatives de

désarmement est détestable : rejet absolu du Traité d'interdiction, intimidation, menaces et calomnies. Le rapport d'une mission parlementaire menée rendu en 2018 par les députés Fanget et Lecoq devait inaugurer une « Délégation permanente à la dissuasion nucléaire, à la non-prolifération, à la maîtrise des armements et au désarmement ». Mais rien ne se met en place...

Non-prolifération : une architecture menacée

« Il existe un risque très réel que toute l'architecture de sécurité autour de la non-prolifération nucléaire construite au cours des décennies d'affrontement entre superpuissances ne s'effondre du fait de la négligence, d'une stratégie erronée et d'une analyse infondée de la menace. Il est essentiel que les États-Unis et la Russie acceptent de prolonger le nouveau programme Start le plus rapidement possible et que les États du P5 (États-Unis, Russie, France, Grande Bretagne, Chine, ndlr) s'engagent sérieusement à faire avancer le désarmement avant la Conférence d'examen du TNP de 2020 », a déclaré Ban Ki Moon, le précédent Secrétaire général de l'ONU. Parue dans le *New York Times* le 29 juillet dernier, cette tribune, parmi de nombreuses autres alertes, attirait l'attention sur la fin annoncée du Traité portant sur les forces nucléaires intermédiaires (Traité FNI).

En effet, le 2 août dernier, le Traité sur les forces nucléaires intermédiaires a pris fin. Il a été obtenu de longue lutte par des millions de manifestants qui refusaient l'implantation de missiles à portée intermédiaire sur le sol européen dans les années 1980. Signé en 1987, il a été le premier accord entre la Russie et les États-Unis à éliminer des catégories entières d'armes nucléaires. Pendant plus de trente ans, les deux parties ont convenu d'éliminer tous les missiles balistiques et de croisière classiques et nucléaires lancés au sol, d'une portée de 500 à 5 500 kilomètres. Au plus fort de la guerre froide, le Traité FNI interdisait et éliminait plus de 2 600 missiles de la gamme la plus déstabilisante, éloignant ainsi le monde de l'imminence d'une guerre nucléaire.

Lorsque les États-Unis ont annoncé leur intention de se retirer du Traité FNI le 1er février 2019, le président Poutine a répondu de la même manière en annonçant que la Russie suspendait le respect du traité. En juin 2019, les deux chambres du Parlement russe ont voté en faveur de cette initiative.

Après des mois de controverses publiques entre les deux États sur les allégations selon lesquelles la Russie violerait le Traité FNI et sur fond d'une nouvelle course aux armements nucléaires, le traité est donc devenu caduc. Les États-Unis et la Russie sont désormais libres de construire et de déployer cette catégorie d'armes. C'est une perte importante qui expose le monde – et l'Europe en particulier – à un risque accru de prolifération et donc d'explosion nucléaire volontaire ou accidentelle.

Peu importe qui a violé le FNI, quand quelqu'un enfreint la loi, cela ne signifie pas qu'il faut détruire cette loi ! Si le but ultime est d'amener la Russie à se conformer au traité, le fait de détruire le traité n'y conduit manifestement pas. En réalité, la décision de se retirer ne reposait pas sur une quelconque réflexion stratégique, mais sur une idéologie. C'est apparemment une suggestion du conseiller à la sécurité nationale, John Bolton – un « féroce tueur en série de traités internationaux ». Les faucons de la défense ont sonné l'alarme sur le fait que les missiles de la gamme FNI chinoise étaient en dehors du traité (ce qu'ils ont toujours été) et fait des recommandations sur le déploiement de nouveaux missiles américains dans le Pacifique.

Un autre sujet d'inquiétude est la rupture unilatérale des États-Unis de l'accord sur l'uranium avec l'Iran (Joint Comprehensive Plan of Action – JCPOA). Ce plan, conclu entre l'Iran et le groupe des Six (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne) permettait la levée progressive des sanctions économiques avec en retour un arrêt du programme nucléaire iranien. Soupçonné par Washington d'avoir été enfreint en dépit des rapports de l'AIEA démontrant le contraire, les États-Unis ont quitté l'accord et annoncé le retour des sanctions.

En réponse, après avoir vainement sollicité les autres partenaires de l'accord et en particulier ceux de l'Union européenne, Téhéran a annoncé début juillet qu'il s'apprêtait à enfreindre l'accord en permettant à son stock d'uranium faiblement enrichi de dépasser les 300 kg, dans le but de faire pression sur les autres partenaires pour qu'ils fassent davantage pour atténuer les effets des sanctions imposées par les États-Unis.

Nous voilà donc maintenant au seuil d'une ère sans contrôle des armes nucléaires ! Avec la disparition de l'INF, le seul traité restant – le nouveau Traité Start – est en péril. Même s'il peut facilement être prolongé au-delà de la date de son expiration en février 2021, John Bolton a déclaré que cela était « improbable ».

Laisser expirer le nouveau Start éliminerait les derniers vestiges d'une contrainte nucléaire américano-russe et exposerait le monde à une nouvelle course aux armements nucléaires ouverte à tous. C'est dans ce climat inquiétant que s'ouvrira la conférence de révision quinquennale du Traité de non-prolifération en mai 2020, les experts sont pessimistes quant à son issue : au mieux le statu quo, au pire l'aggravation des divisions. Finalement, le vrai débat n'est-il pas à mener sur l'existence même de ces armes plutôt que sur leur contrôle ?

Le traité d'interdiction des armes nucléaires

« Ils vous ignorent d'abord, puis ils se moquent de vous, puis ils vous combattent, puis vous gagnez », a dit Gandhi et cela est particulièrement vrai pour le processus qui a mené au TIAN.

Après le processus diplomatique fructueux menant à la Convention sur les mines antipersonnel (1992) et à la Convention sur les armes à sous-munitions (2008), s'appuyant également sur des années de plaidoyer en faveur d'une convention sur les armes nucléaires et exploitant le créneau offert par le discours d'Obama à Prague, le CICR, ICAN et d'autres partisans ont commencé à reformuler la question des armes nucléaires en tant que problème humanitaire. L'histoire se souviendra sûrement de la déclaration anodine sur laquelle repose ce nouveau processus : dans le texte final de la Conférence d'examen du TNP de 2010, les gouvernements ont en effet exprimé leur « profonde préoccupation face au risque permanent que représente pour l'humanité le risque que ces armes puissent être utilisées et les conséquences humanitaires catastrophiques qui en résulteraient. » ... Ils « réaffirment la nécessité pour tous les États de respecter à tout moment le droit international applicable, y compris le droit international humanitaire. » Une nouvelle dynamique a vu le jour autour de l'idée que l'impact humanitaire des armes nucléaires est inacceptable et que le vide juridique de leur interdiction en tant qu'armes de destruction massive doit être comblé.

ICAN, partenaire majeur de la société civile, a développé ses activités autour d'une demande politique forte et claire : l'interdiction des armes nucléaires sur la base de leurs conséquences humanitaires catastrophiques, en convergence avec les mouvements internationaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Du côté diplomatique, un nombre croissant d'États a soutenu officiellement cette demande dès 2012 (TNP PrepCom), dans le cadre de l'« Initiative humanitaire sur les armes nucléaires ».

Un espace politique nouveau s'est ouvert, construisant un nouveau récit et renforçant l'impulsion pour le TIAN. Trois conférences internationales sur l'impact humanitaire des armes nucléaires ont été organisées par la Norvège (2013), le Mexique (2014) et l'Autriche (2014). De nouveaux témoignages et de nouvelles études ont été présentés. IPPNW (Association internationale des médecins pour la prévention d'une guerre nucléaire) a démontré que près de deux milliards de personnes mourraient et que le climat mondial serait complètement changé si seulement 100 bombes nucléaires étaient utilisées dans une guerre régionale.

À la fin de la conférence de Vienne, le gouvernement autrichien a publié un engagement reconnaissant l'existence d'un « vide juridique en matière de prohibition et d'élimination des armes nucléaires ». Cet « engagement humanitaire » a gagné le soutien d'un grand nombre d'États et en décembre 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a créé un groupe de travail à composition non limitée chargé de prendre en compte « les mesures juridiques concrètes et efficaces, les dispositions et normes juridiques » en vue de créer et de maintenir un monde exempt d'armes nucléaires.

Soutenu par 138 pays, il s'est réuni pendant trois sessions à l'ONU à Genève et a concentré ses efforts sur l'élaboration des éléments d'un traité mondial interdisant les armes nucléaires. Les États dotés d'armes nucléaires ont à nouveau boycotté ce groupe de travail, mais les partisans d'une interdiction ont réussi à maintenir l'élan. En octobre 2016, la première commission de l'Assemblée générale des Nations unies a donné suite à cette recommandation en adoptant une résolution (L41) établissant un mandat pour la négociation du traité d'interdiction des armes nucléaires en 2017 : 123 États ont voté pour, 38 contre et 16 se sont abstenus.

Le TIAN, un traité d'une nouvelle génération

Le 7 juillet 2017, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a été adopté aux Nations unies par 122 États. Il reflète la frustration d'années de vaines discussions avec les États nucléaires pour libérer le monde de cette menace mortelle. Il illustre également un changement majeur intervenu au cours

de la dernière décennie, plaçant l'argument des préoccupations humanitaires et du droit international au premier plan et marquant l'empreinte d'un nouveau multilatéralisme. De sa genèse à son préambule et son contenu, le TIAN porte une vision de la sécurité et de la justice collectives reposant sur des préoccupations sociales, environnementales et humanitaires. C'est une illustration typique de l'approche humanitaire du désarmement. Il s'agit également d'un effort conjoint exemplaire des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile dans un domaine où très peu de progrès multilatéraux avaient été réalisés depuis 1996 et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

42

Le TIAN a été négocié en 2017 en deux cycles, du 27 au 31 mars et du 15 au 7 juillet aux Nations unies à New York, avec la participation de plus de 135 États, et ouverts à la contribution d'experts, d'organisations internationales et de représentants de la société civile. Pour tous ceux qui participaient aux négociations, l'atmosphère dans la salle était vraiment excitante : l'histoire se préparait. Les générations passées qui ont subi les effets des armes nucléaires et les ont combattues, ainsi que les générations futures qui doivent être libérées de ces menaces, étaient présentes dans les paroles et l'esprit des participants. En fin de compte, même si aucun des États dotés de l'arme nucléaire n'a participé aux discussions, le traité est un événement révolutionnaire qui crée une nouvelle norme internationale et offre un point d'ancrage solide pour les prochaines étapes.

La plupart des armes éliminées ont d'abord été interdites. Le TIAN est le premier traité énonçant clairement l'illégalité des armes nucléaires, au même titre que les autres armes de destruction massive – armes chimiques et biologiques –, et offre une réelle opportunité d'atteindre l'objectif de longue date de leur élimination totale.

Le préambule du traité reconnaît la menace existentielle et les conséquences humanitaires catastrophiques de toute utilisation d'armes nucléaires et souligne les dangers et les risques de faire exploser les armes nucléaires par accident ou par erreur. Il lie l'impact inacceptable des armes à leur existence même et indique que leur élimination est la seule garantie de ne jamais les utiliser. Il renforce les autres obligations juridiques découlant des accords internationaux existants. Les derniers paragraphes soulignent l'importance de la « participation égale des femmes et

de leur pleine implication dans tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité » et mentionnent l'impact disproportionné des explosions nucléaires sur les femmes et les filles. Le préambule souligne également l'impact disproportionné des essais d'armes nucléaires sur les peuples autochtones du monde entier. Il termine en soulignant le rôle de la « conscience publique » et salue la contribution des mouvements de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des ONG, des parlementaires, des chefs religieux et des hibakusha, ainsi que l'importance d'un processus inclusif et continu impliquant la société civile.

Une interdiction claire et complète

Le traité contient 20 articles énonçant les obligations des États parties qui ont ratifié la convention, le processus de ratification et les procédures d'application et de retrait du traité. En vertu de l'article 1, les États parties s'engagent à ne jamais mettre au point, expérimenter, produire, fabriquer, acquérir, stocker, utiliser ou menacer d'utiliser, de recevoir, de transférer ou de contrôler des armes nucléaires. Toute assistance pour l'une de ces activités est également interdite.

43

Le traité interdit clairement le dépôt, le déploiement ou l'installation d'armes nucléaires appartenant à d'autres États sur le territoire d'un État partie.

En vertu de l'article 6, chaque État partie est tenu de fournir une assistance aux personnes touchées par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires sur son territoire. Ils doivent également mener des activités pour remédier à toute contamination de l'environnement par les essais ou l'utilisation d'armes nucléaires.

Le TIAN offre aux États possédant des armes nucléaires deux manières de le rejoindre. Ils peuvent soit adhérer au traité dès qu'ils s'engagent à détruire leurs arsenaux nucléaires, conformément à un plan juridiquement contraignant adopté par les États parties au TIAN ; ou bien ils peuvent détruire leur arsenal nucléaire et rejoindre le TIAN une fois l'élimination terminée.

L'attitude des États dotés d'armes nucléaires pendant tout le processus témoigne de leur réticence à s'acquitter de l'obligation qui leur incombe depuis longtemps au titre de l'article VI du TNP : « poursuivre de bonne foi les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire ». Au fil des ans, les États dotés

d'armes nucléaires ont systématiquement bloqué tout progrès en matière de désarmement dans les négociations multilatérales, mais cela n'a pas été possible au cours de ce dernier processus, les règles de négociation étant fondées sur le système majoritaire de l'Assemblée générale.

Pour la première fois dans l'histoire des négociations multilatérales, malgré les vives encouragements de nombreuses parties prenantes, y compris le Parlement européen, tous les États dotés d'armes nucléaires ou membres d'alliance utilisant des armes nucléaires (OTAN) ont boycotté les négociations, à l'exception des Pays-Bas. Après l'adoption du TIAN, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont déclaré que « Cette initiative ne tient clairement pas compte des réalités de la sécurité internationale. L'adhésion au traité d'interdiction est incompatible avec la politique de dissuasion nucléaire, essentielle au maintien de la paix en Europe et en Asie du Nord depuis plus de 70 ans. »

Un nouvel ordre juridique

Il devient illégal pour tout État de se fier aux armes nucléaires pour se protéger. Il est illégal de menacer d'utiliser des armes nucléaires et de continuer à aider, encourager ou inciter un État partie à dépendre d'armes nucléaires, même fournies par un État qui n'est pas partie au traité. En ce qui concerne les États qui hébergent sur leur sol des armes nucléaires en cours de modernisation et de renouvellement, le TIAN peut être un excellent argument pour l'empêcher.

En outre le TIAN interdit toute forme d'assistance pour les actions liées à la possession d'armes nucléaires. Cela met la pression sur l'ensemble du complexe militaro-industriel et sur le système financier qui investit et fournit des fonds à ces activités désormais illégales. Les banques et les entreprises sont préoccupées par leur réputation et les citoyens ont les moyens de faire pression sur eux. La campagne « N'investissez pas dans la bombe » est un projet promu par PAX, une ONG néerlandaise : chaque année, elle fournit le seul rapport détaillant les investissements mondiaux réalisés par les institutions financières dans les entreprises produisant des armes nucléaires. 329 investisseurs ont fourni 525 milliards de dollars (sous forme d'actions et d'obligations, de prêts ou de facilités de crédit) aux entreprises productrices d'armes nucléaires entre janvier 2014 et octobre 2017. Mais le rapport de 2018 souligne que

« de plus en plus d'institutions financières adoptent pour politique de ne pas investir dans la production d'armes nucléaires ». Depuis l'adoption du TIAN, 30 institutions financières ont cessé d'investir dans les compagnies productrices d'armes nucléaires, affirme PAX.

L'une des principales critiques formulées à l'encontre du TIAN est que les détenteurs d'armes nucléaires ne seraient jamais parmi le premier groupe à adhérer au traité. Les partisans du traité ont toujours été conscients d'un tel problème : les fumeurs ne sont généralement pas ceux qui promeuvent et conçoivent des lois non-fumeurs ! Mais l'application de cette norme crée un nouvel environnement politique et répond à l'un de leurs principaux arguments : la dissuasion nucléaire. Le TIAN déclare clairement qu'il est illégal de menacer d'utiliser des armes nucléaires.

Il faudra un certain temps pour que les neuf États dotés d'armes nucléaires adhèrent au TIAN, mais cette nouvelle norme stigmatise désormais les armes nucléaires et donne une base juridique solide à des millions de personnes dans le monde animées de convictions pacifistes, humanitaires, religieuses ou scientifiques, défenseurs des droits humains, de la justice et de l'environnement en dynamique avec la majorité des États. Le TIAN réunit un puissant groupe de pression mondial qui entend ouvrir la voie à l'élimination totale des armes nucléaires.

Le TIAN entrera en vigueur 90 jours après la fin du processus de ratification du 50^e État partie. Au moment de la rédaction de ce chapitre (août 2019), 70 États ont signé le TPNW et 25 l'ont ratifié. Lors des négociations, un vote final a montré le soutien de 122 pays : cela ne devrait pas prendre beaucoup de temps avant l'obtention de la 50^e ratification, bien que cela nécessite l'effort politique soutenu de tous les partisans TIAN.

En conclusion, je redonnerai la parole à Mme Setsuko Thurlow qui a raconté son histoire au début de ce texte, en citant son vœu, exprimé à l'issue de l'adoption du TIAN lors de la conférence de négociation du TIAN : « J'attendais ce jour depuis sept décennies. Et je suis ravie qu'il soit enfin arrivé. C'est le début de la fin des armes nucléaires. Aux dirigeants des pays du monde entier, je vous en prie : si vous aimez cette planète, vous signerez ce traité. Les armes nucléaires ont toujours été immorales. Maintenant, elles sont également illégales. Ensemble, allons de l'avant et changeons le monde. »

Résumé:

Les armes nucléaires font leur grand retour dans la diplomatie chaotique de cette nouvelle ère. Alors qu'un traité les rendant illégales est sur le point d'entrer en vigueur, la détermination des 9 puissances nucléaires à ignorer les recommandations internationales plonge le monde dans l'inquiétude d'une nouvelle course aux armements, alimentée par la destruction systématique de l'architecture du contrôle des armements par l'administration Trump. Une course contre la montre est engagée, dans laquelle les citoyens devront à nouveau, comme pendant la crise des euromissiles, jouer un rôle de premier plan.